

30 AOÛT 2018

## FONDATION DE L'AVENIR

APPEL A PROJETS	
NUMÉRO du PROJET	AP-RM-18-006
TITRE du PROJET	Thérapie cellulaire autologue à partir de cellules souches urinaires dans un modèle préclinique porcin d'auto-transplantation rénale

## CONVENTION

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Fondation de l'Avenir pour la recherche médicale appliquée, fondation reconnue d'utilité publique, sise 255 rue de Vaugirard – 75719 PARIS Cedex 15, représentée par **Monsieur Dominique LETOURNEAU** en sa qualité de **Président du directoire**,

ci-après dénommée « **Fondation de l'Avenir** »

***D'UNE PART,***

### ET :

**Le Laboratoire IRTOMIT** dont le siège est situé CHU de Poitiers, 2 rue de la Milétrie - 86021 Poitiers, représenté par **Monsieur Thierry HAUET** agissant en sa qualité de **Directeur**,

ci-après dénommée « **Organisme porteur de projet** »

***D'AUTRE PART.***

Ci-après dénommées collectivement les « **Parties** ».

### En présence de :

**Docteur Clara STEICHEN**, exerçant au Laboratoire IRTOMIT

ci-après dénommé « **Directeur de projet** ».

Le directoire, en sa réunion du 5 juillet, a décidé de soutenir le projet « *Thérapie cellulaire autologue à partir de cellules souches urinaires dans un modèle préclinique porcin d'auto-transplantation rénale* » (ci-après dénommé le « Projet ») présenté par l'Organisme porteur de projet, sous la responsabilité du Directeur de projet.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention (ci-après dénommée la « Convention ») a pour objet notamment de définir le montant, les modalités de versement et d'utilisation du soutien financier de la Fondation de l'Avenir au profit du Directeur de projet dans le cadre du Projet et les modalités de mobilisation de moyens de la Fondation de l'Avenir au profit du Projet.

### **ARTICLE 2 : MODALITÉS FINANCIÈRES**

#### **2 -1 - Dispositions générales**

La Fondation de l'Avenir s'engage à allouer au Directeur de projet un financement de :

**51 620 € T.T.C. (Cinquante et un mille six cent vingt euros toutes taxes comprises)**

Conformément à l'annexe « répartition budgétaire/projet n°AP-RM-18-006 » - annexe 1 de la Convention.

La Fondation de l'Avenir s'engage à mobiliser pour les besoins du Projet ses moyens définis dans l'annexe 1 au titre du matériel. La valeur de ces moyens mobilisés est précisée dans l'annexe 1 de la Convention.

Le détail du budget alloué et mobilisé constitue la totalité du financement consenti et précise les lignes budgétaires correspondantes à ce financement. Seules les dépenses prévues dans l'annexe 1 pourront être prises en charge par le soutien financier de la Fondation de l'Avenir, toutes les autres dépenses ne figurant pas dans l'annexe 1 ou dont les intitulés précis ne correspondront pas à l'annexe 1 ne pourront être prises en charge par la Fondation de l'Avenir.

**En particulier, l'Organisme porteur de projet s'engage à n'effectuer aucun prélèvement pour son compte personnel et ce, à quelque titre que ce soit, sur le montant accordé par la Fondation de l'Avenir pour la réalisation du Projet, en application de la Convention.**

Toute modification de l'annexe 1, dans la limite du montant total correspondant à la somme du montant accordé, devra faire l'objet d'un avenant signé par les Parties.

#### **2 -2 – Dépenses générales**

La Fondation de l'Avenir paiera au fur et à mesure de l'avancement des travaux de recherche les factures correspondant aux dépenses prévues à l'annexe 1, dans la limite des montants acceptés par le directoire. Le principe d'avance des frais n'est pas retenu pour l'exécution de la Convention.

Pour l'ensemble des dépenses, les factures devront être établies au nom de la Fondation de l'Avenir. Elles seront visées par le Directeur de projet qui les transmettra à la Fondation de l'Avenir, qui procédera aux règlements directs auprès des fournisseurs.

**NB** : il est indispensable d'attirer l'attention des fournisseurs sur les deux adresses différentes :

Livraison : leur indiquer l'adresse où la livraison doit avoir lieu

Facturation :

**Fondation de l'Avenir**

**AP-RM-18-006**

255 rue de Vaugirard

75719 Paris cedex 15

### **2 – 3 - Dispositions spécifiques aux matériels et investissements nécessaires au développement du Projet**

Les matériels financés par la Fondation de l'Avenir sont sa propriété inaliénable. Ils sont mis à disposition de l'Organisme porteur de projet pendant la durée du Projet, au bénéfice du Directeur de projet qui s'engage à utiliser ledit matériel conformément à sa destination. Lesdits matériels sont restitués à la Fondation de l'Avenir au terme de la Convention.

Pour ce qui concerne les appareillages non fongibles d'un montant unitaire supérieur à 1 500 € T.T.C. (mille cinq cents euros toutes taxes comprises), leur commande ne pourra être effectuée par la Fondation de l'Avenir qu'après transmission d'un devis à la Fondation de l'Avenir pour accord préalable.

Les frais d'assurance et de maintenance des matériels sont à la charge de l'Organisme porteur de projet. Un état des lieux à la remise du matériel devra être réalisé conjointement par l'Organisme porteur de projet et la Fondation de l'Avenir. Le Directeur de projet fera établir un rapport de maintenance en fin de Projet.

### **ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

#### **3 – 1 – Obligations du Directeur de projet et de l'Organisme porteur de projet**

L'Organisme porteur de projet et le Directeur de projet s'engagent à utiliser exclusivement les fonds visés aux dispositions de l'article 2.1 de la Convention pour la réalisation du Projet.

L'Organisme porteur de projet s'engage à informer régulièrement la Fondation de l'Avenir de l'état d'avancement du Projet. A cette fin, le Directeur de projet et l'Organisme porteur de projet s'engagent à faciliter l'accès du correspondant de la Fondation de l'Avenir dans sa mission de suivi du Projet en cours, notamment lors de sa venue sur site.

L'Organisme porteur de projet s'engage à mettre tout en œuvre pour permettre la réalisation du Projet par le Directeur de projet, dans les meilleures conditions.

Outre la couverture des matériels, l'Organisme porteur de projet, en concertation avec le Directeur de projet, contractera ou fera contracter les assurances nécessaires pouvant couvrir les responsabilités pouvant résulter de l'exécution du Projet. La Fondation de l'Avenir ne pourra, en aucun cas, être tenue pour responsable d'un quelconque dommage résultant du déroulement du Projet.

L'Organisme porteur de projet est responsable de l'obtention de l'ensemble des autorisations imposées par la réglementation en vigueur préalablement à la réalisation du Projet. Pour les besoins de la Convention, le terme « Autorisation » désigne l'ensemble des avis et autorisations délivrés par l'autorité compétente préalablement à la réalisation du Projet et dont l'obtention est nécessaire à la mise en œuvre du Projet, ainsi que les déclarations et plus généralement l'ensemble des formalités devant être effectuées avant la mise en œuvre du Projet. La notion « d'autorités compétentes » désigne, non limitativement, l'ensemble des agences, services, ministères auprès desquels des formalités doivent être accomplies préalablement à la réalisation du Projet, conformément aux lois et règlements en vigueur afin notamment d'obtenir une autorisation.

L'Organisme porteur de projet dispose d'un délai de six (6) mois suivant la signature de la Convention pour notifier à la Fondation de l'Avenir l'obtention des autorisations.

Le Directeur de projet remettra à la Fondation de l'Avenir deux (2) livrables :

- **Rapport d'étape le 30/06/2019 au plus tard.**
- **Rapport de fin d'études le 30/04/2020 au plus tard.**

### **3 – 2 - Obligations de la Fondation de l'Avenir**

La Fondation de l'Avenir s'engage à mettre à disposition du Directeur de projet et/ou de l'Organisme porteur de projet un interlocuteur privilégié dans le cadre de l'exécution de la Convention.

#### **ARTICLE 4 : INFORMATION – CONFIDENTIALITÉ**

Chaque Partie s'engage à maintenir la plus stricte confidentialité sur tous les documents et informations dûment identifiés confidentiels de l'autre Partie dont elle aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution de la présente Convention. Cet engagement perdure pour une durée de cinq (5) ans à compter de la cessation de la présente Convention pour quelque cause que ce soit.

Ne sont pas considérées comme confidentielles les informations qui :

- étaient déjà détenues par l'une ou l'autre des Parties avant leur divulgation par l'autre Partie ;
- étaient accessibles au public, sans faute de l'une des Parties ;
- sont communiquées à l'autre Partie par une tierce personne, licitement et sans restriction ;
- sont communiquées à la suite d'une décision d'une autorité gouvernementale ou de justice.

Toutefois, les dispositions du présent article ne pourront faire obstacle à l'obligation qui incombe aux personnes participant au Projet de produire un rapport d'activité, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens de la législation sur la propriété intellectuelle.

La Fondation de l'Avenir reconnaît que les informations susmentionnées sur le Projet qui lui sont remises par le Directeur de projet, sont fournies en l'état, sans aucune garantie d'aucune sorte, notamment en ce qui concerne l'utilisation à une fin donnée. L'Organisme porteur de projet et le Directeur de projet ne pourront être tenus responsables de toute interprétation ou utilisation desdites informations ou de tout dommage direct ou indirect qui pourrait subvenir lors de l'utilisation desdites informations.

#### **ARTICLE 5 : COMMUNICATION**

L'Organisme porteur de projet et le Directeur de projet **s'engagent à citer, clairement, en référence, la Fondation de l'Avenir**, lors de toute publication et présentation écrite ou orale concernant le Projet, quel que soit le support (presse médicale, scientifique ou grand public ; document audiovisuel ; diffusion radio télévisuelle ; sites internet ; réseaux sociaux...).

Cette citation devra comprendre au moins les éléments suivants :

- « *Projet réalisé avec le soutien de la Fondation de l'Avenir, Paris, France.* » et du logo de la Fondation de l'Avenir,
- *L'année et le numéro du Projet.*

Les supports de communication l'Organisme porteur de projet citant la Fondation de l'Avenir et/ou indiquant les marques, logos de la Fondation de l'Avenir devront être soumis à la validation de cette dernière avant toute diffusion publique.

Les signes distinctifs de la Fondation de l'Avenir qui seront utilisés par l'Organisme porteur de projet dans le cadre des supports de communication ne devront pas être déformés. Ils pourront être redimensionnés, agrandis ou réduits, à condition que ce soit opéré de façon homothétique. Les couleurs ne pourront faire l'objet d'aucune modification.

L'Organisme porteur de projet autorise la Fondation de l'Avenir à utiliser son logo, ses marques et/ou sa dénomination sociale dans ses supports de communication pendant toute la durée de la Convention.

L'Organisme porteur de projet et le Directeur de projet s'engagent à venir ou à se faire représenter pour exposer les avancées du Projet lors d'événement(s) organisé(s) par la Fondation de l'Avenir, et à sa demande expresse.

La Fondation de l'Avenir pourra faire état de son soutien au Projet en le portant notamment à la connaissance du grand public par le biais de son site Internet et par toutes autres actions de communications spécifiques qu'elle serait amenée à organiser, dans le respect de ses obligations de confidentialité issues de la Convention.

A ce titre, elle pourra faire référence au Projet, citer l'Organisme porteur de projet et les membres du Projet dans toutes ses actions de communication sans autorisation préalable de leur part. L'Organisme porteur de projet s'engage à obtenir les autorisations nécessaires auprès des personnes intéressées et garantit la Fondation de l'Avenir contre tous recours des personnes intéressées.

#### **ARTICLE 6 : CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION PORTANT SUR LES PUBLICATIONS, PRÉSENTATIONS ÉCRITES / ORALES ET ÉLÉMENTS PHOTOGRAPHIQUES ET AUDIOVISUELS PORTANT SUR LE PROJET**

L'Organisme porteur de projet et le Directeur de projet s'engagent à fournir des éléments photographiques illustrant le Projet ou à autoriser une équipe désignée par la Fondation de l'Avenir à enregistrer les éléments audiovisuels et/ou photographiques nécessaires à la communication autour du Projet par la Fondation de l'Avenir.

L'Organisme porteur de projet cède à titre non exclusif et gracieux sous les garanties ordinaires et de droit, à la Fondation de l'Avenir qui accepte, les droits d'exploitation définis ci-dessous, afférents aux publications, présentations écrites et orales concernant le Projet ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, qui seront réalisés au cours des années 2018, 2019 et 2020.

L'Organisme porteur de projet et le Directeur de projet s'engagent à remettre à la Fondation de l'Avenir une version des publications, présentations écrites et orales ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet sous la forme de fichiers facilement exploitables.

##### **6 – 1 - Étendue des droits cédés**

La Fondation de l'Avenir devient cessionnaire à titre non exclusif des droits d'exploitation des publications, présentations écrites et orales de l'Organisme porteur de projet et du Directeur de projet ainsi que des éléments

photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, c'est-à-dire des droits de reproduction, de représentation et d'adaptation tels que ces droits sont définis ci-après.

Le droit de reproduction comporte notamment :

- le droit d'établir et/ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira à la Fondation de l'Avenir, des doubles et/ou copies des publications, présentations écrites et orales de l'Organisme porteur de projet et du Directeur de projet ainsi que des éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, en tous formats et par tous procédés, et sur tous supports mécaniques, optiques, magnétiques, électroniques, analogiques ou numériques à partir des fichiers livrés ci-dessus ;
- le droit de mettre ou de faire mettre en circulation ces doubles et/ou copies, pour toute communication au public par les modes d'exploitation prévus aux paragraphes suivants ;
- le droit de numériser les publications, présentations écrites de l'Organisme porteur de projet et du Directeur de projet ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, de mettre en mémoire sur tout support, de moduler, compresser et décompresser ou d'utiliser tous autres procédés techniques de même nature à l'égard des publications, présentations écrites et éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet numérisées, pour les besoins de leur stockage, leur transfert et/ou leur exploitation.

Le droit de représentation comporte, notamment :

- le droit de diffuser ou de faire diffuser tout ou partie des publications, présentations écrites et orales de l'Organisme porteur de projet et du Directeur de projet ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, dans le monde entier, auprès de tous publics, et sur tous réseaux notamment télématiques et informatiques, sur tous supports, notamment média (presse écrite, télévision), ou hors média (relations publiques), affiches, rapport annuel, flyers, plaquette institutionnelle, en tous lieux publics ou privés, par tous procédés utilisés pour ces modes d'exploitation (notamment impression, onde, câble, satellite, réseaux informatiques, etc.), par tous moyens (gratuits, payants, services à la demande et toute autre forme de téléchargement ou de lecture en mode flux « streaming », etc.), en tous formats ;
- plus particulièrement le droit de diffuser ou de faire diffuser tout ou partie des publications, présentations écrites et orales de l'Organisme porteur de projet et du Directeur de projet ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, sur internet, notamment les sites internet de la Fondation de l'Avenir ;
- le droit de représenter les publications, présentations écrites et orales de l'Organisme porteur de projet et du Directeur de projet ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet au public dans le cadre de manifestations internes ou externes.



Le droit d'adaptation comporte notamment :

- le droit d'adapter tout ou partie des publications, présentations écrites et orales de l'Organisme porteur de projet et du Directeur de projet ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, sous une forme corrigée, condensée ou étendue par l'intégration d'éléments nouveaux sur tous supports et tous systèmes actuels ou futurs ;
- le droit de procéder à toute adaptation, tout arrangement, toute modification et toute autre transformation afin de faire évoluer les publications, présentations écrites et orales de l'Organisme porteur de projet et du Directeur de projet ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, en fonction des progrès techniques et des besoins de l'exploitation (changement de format).

## **6 – 2 - Durée de la cession et territoire**

La cession des droits telle que définie ci-dessus est consentie à compter de la date de signature de la présente Convention, pour le monde entier, à titre non exclusif, pour une durée de dix (10) ans. A l'issue de ce délai, en l'absence de dénonciation par l'Organisme porteur de projet et/ou du Directeur de projet, la cession des droits est reconduite tacitement pour une durée identique.

## **6 – 3 - Garantie**

L'Organisme porteur de projet déclare et garantit à la Fondation de l'Avenir :

- être seul titulaire exclusif des droits d'exploitation cédés aux termes de la Convention ;
- que les auteurs des publications, présentations écrites et orales portant sur le Projet ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, ou leurs ayants droit lui céderont expressément les droits qu'ils détiendraient sur les publications, présentations écrites et orales portant sur le Projet, ainsi que les éléments photographiques illustrant le Projet, en vue de l'exploitation sous les formes prévues ci-dessus et, d'une manière générale, sur les droits et obligations découlant de la Convention. A cet égard, l'Organisme porteur de projet garantit la Fondation de l'Avenir contre tous troubles, revendications et évictions quelconques.

L'Organisme porteur de projet garantit la Fondation de l'Avenir de l'exercice paisible des droits d'exploitation cédés dans les présentes et s'engage envers elle à faire respecter ces droits et à la défendre contre toutes les atteintes qui lui seraient portées.

L'Organisme porteur de projet garantit la Fondation de l'Avenir qu'aucun contenu des publications, présentations écrites et orales portant sur le Projet, ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, n'enfreindra les textes en vigueur et/ou les droits des tiers.

Il est convenu entre les Parties que la cession des droits d'exploitation telle que définie dans la Convention permettra à la Fondation de l'Avenir d'utiliser tout procédé en vue de la représentation ou la reproduction numérisée de tout ou partie des publications, présentations écrites portant sur le Projet ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, sur un mode linéaire ou interactif, permettant la reconstitution intégrale des

publications, présentations écrites portant sur le Projet ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, ou par fragments, seul ou intégré à d'autres éléments audiovisuels, informatiques, télématiques.

A cette fin, l'Organisme porteur de projet autorise tout compactage, compression ou autres techniques nécessaires à la numérisation des publications, présentations écrites portant sur le Projet ainsi que les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet, à leur stockage, à leur transfert et à leur exploitation.

#### **6 – 4 - Réserve**

Dans le cadre de la Convention, l'Organisme porteur de projet demeure libre de toute publication scientifique portant sur des documents internes, présentations écrites et orales portant sur le Projet, les éléments photographiques et audiovisuels illustrant le Projet et les résultats développés lors de l'exécution du Projet dans le cadre de la Convention. De son côté, la Fondation de l'Avenir reste libre de tous usages portant sur les mêmes éléments et notamment toute publication à visée commerciale.

La Fondation de l'Avenir reconnaît que les droits acquis dans le cadre des présentes sont cédés sous réserve des droits que pourraient détenir les éditeurs des publications scientifiques portant sur les résultats développés lors de l'exécution du Projet dans le cadre de la Convention.

#### **ARTICLE 7 : COMMERCIALISATION – BREVET**

La Fondation de l'Avenir ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur les résultats du Projet visé par la Convention.

Toutefois, toute exploitation industrielle par l'Organisme porteur de projet et/ou par un ou des partenaires associés, à l'exploitation commerciale des résultats du Projet sous quelque forme que ce soit, en France ou à l'étranger, entraînera le versement d'un remboursement à la Fondation de l'Avenir.

Le remboursement sera effectué par l'Organisme porteur de projet jusqu'à due concurrence du montant versé et/ou des moyens effectivement mobilisés par la Fondation de l'Avenir.

Les modalités de reversements seront définies par convention spécifique.

Le Directeur de projet et l'Organisme porteur de projet sont libres des formes et des conditions de l'exploitation. Ils s'engagent toutefois :

- à tenir la Fondation de l'Avenir informée en cas de valorisation commerciale des résultats du Projet, à défaut la Fondation de l'Avenir sera en droit de demander à l'Organisme porteur de projet le remboursement de l'intégralité de la somme prévue aux alinéas précédents dans un délai de trente (30) jours ;
- à porter les dispositions ci-dessus à la connaissance d'éventuels co-contractants et partenaires licenciés.

## **ARTICLE 8 : DURÉE**

La Convention prend effet à la date de signature. Elle prendra fin le **30 avril 2020, sauf pour les clauses définies aux articles 4, 5, 6 et 7.**

Toute modification de la Convention fera l'objet d'un avenant entre les Parties.

## **ARTICLE 9 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

Toute modification substantielle ou changement de Directeur de projet dans la réalisation du Projet en cours, devra faire l'objet d'une demande par lettre recommandée avec accusé réception à la Fondation de l'Avenir.

Le directoire de la Fondation de l'Avenir, à réception du courrier, pourra soit :

- valider cette demande ; en conséquence, un avenant à la Convention devra être établi. Cet avenant stipulera les nouvelles modalités appliquées à la poursuite du Projet ;
- refuser ; dès lors la Fondation de l'Avenir se réserve le droit de résilier la Convention sans indemnité, à la date de la demande. Les sommes budgétées pour la réalisation du Projet et non dépensées resteront acquises à la Fondation de l'Avenir et affectées au soutien d'autres projets.

Si l'Organisme porteur de projet désire poursuivre le Projet au-delà de la durée prévue par la Convention, sa demande devra être formulée dans le cadre du nouvel appel à projets lancé par la Fondation de l'Avenir au début de l'année suivante, et faire mention du Projet réalisé avec le soutien de la Fondation de l'Avenir.

## **ARTICLE 10 : RÉSOLUTION DE LA CONVENTION**

En cas d'inexécution ou mauvaise exécution de l'une des obligations à la charge de l'Organisme porteur de projet, la Fondation de l'Avenir pourra décider de prononcer la résolution de la Convention, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant la réception par l'Organisme porteur de projet d'une mise en demeure, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels un tel manquement pourrait donner lieu.

Plus particulièrement, la Fondation de l'Avenir pourra prononcer la résolution de la Convention, sans indemnité, dans les cas suivants :

- après expertise, si l'avancement du programme ne lui paraît pas satisfaisant ;
- en cas de non obtention des autorisations dans un délai de six (6) mois suivant la signature de la Convention ;
- en cas de manquement grave par l'Organisme porteur de projet ou le Directeur de projet, entraînant des conséquences préjudiciables pour la Fondation de l'Avenir.

Dans les cas visés ci-dessus, la résolution prendra effet de plein droit un (1) mois après la notification à l'Organisme porteur de projet.

Dans le cas où une raison indépendante de la volonté du Directeur de projet et de l'Organisme porteur de projet empêcherait le Directeur de projet de réaliser le Projet, l'Organisme porteur de projet et la Fondation de l'Avenir rechercheraient d'un commun accord une solution de substitution. A défaut d'accord, la Convention pourra être résiliée dans les conditions définies au présent article.

Les dispositions des articles 4, 5, 6 et 7 demeureront en vigueur nonobstant la résiliation de la Convention.

Il est convenu que la Fondation de l'Avenir remboursera les factures et les dépenses de personnel déjà engagées préalablement à la résolution de la Convention.

#### **ARTICLE 11 : FORCE MAJEURE**

En cas de survenance d'un cas de force majeure après l'entrée en vigueur de la Convention tel que défini par l'article 1218 du Code civil, l'exécution de la Convention est suspendue.

L'Organisme porteur de projet qui invoque les circonstances visées ci-dessus doit avertir immédiatement la Fondation de l'Avenir de leur survenance, ainsi que de leur disparition.

Si le cas de force majeure se poursuit pendant plus d'un (1) mois, la Fondation de l'Avenir peut demander la résolution de la Convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 12 : DISPOSITIONS DIVERSES**

##### **12 – 1 - Intégralité**

La Convention constitue l'expression du plein et entier accord des Parties. Ses dispositions annulent et remplacent toute disposition contenue dans un document relatif à l'objet de la Convention qui aurait pu être établi antérieurement à l'entrée en vigueur de la Convention.

##### **12 – 2 - Tolérance**

Le non-exercice de droits ou d'obligations découlant de l'application d'une clause quelconque de la Convention, qu'il soit temporaire ou permanent, ne vaudra pas renonciation définitive à se prévaloir de ladite clause.

Par conséquent, la renonciation à se prévaloir d'un manquement à l'une des clauses de la Convention ne vaudra pas renonciation à se prévaloir dudit manquement ni de tout autre manquement antérieur ou ultérieur, identique ou non à celui qui n'a pas fait l'objet d'un recours ou d'une réclamation immédiate.

### 12 – 3 - Divisibilité

L'annulation éventuelle d'une des clauses de la Convention par une décision de justice ne saurait porter atteinte à ses autres stipulations qui continueront à s'appliquer, sauf dans l'hypothèse où l'annulation porterait sur une stipulation constituant une condition essentielle sans laquelle l'une des Parties n'aurait pas contracté ou si l'annulation de cette seule clause ruinerait l'équilibre économique et contractuel voulu par les Parties.

En cas d'annulation partielle, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi pour parvenir, dans la mesure du possible et dans des délais raisonnables, à l'objectif initialement poursuivi.

### 12 – 4.- Notification et élection de domicile

Toutes les notifications en vertu des présentes seront effectuées par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les Parties élisent domicile à l'adresse de leur siège social respectif figurant en tête des présentes ou à toute autre adresse qu'elles préciseraient en temps utile par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut, toute mise en œuvre des présentes sera valablement faite au dernier domicile connu.

### ARTICLE 13 : COMPÉTENCE

La Convention est soumise au droit français. Les Parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles dans l'interprétation, l'exécution ou la cessation de la Convention.

Cependant, si le litige persiste, et à défaut de règlement amiable, les juridictions de Paris seront seules compétentes.

Fait à Paris, en triple exemplaire, le 13/09/2018

Pour la Fondation de l'Avenir

  
**Dominique LETOURNEAU**  
Président du directoire

Pour l'Organisme porteur de projet

**Thierry HAUET**  
Directeur

Pour visa

  
**Docteur STEICHEN**

Directeur de projet

**ANNEXE 1 : RÉPARTITION BUDGÉTAIRE / PROJET N° AP-RM-18-006**

**Budget accordé par le directoire du 5/07/2018 (51 620 € TTC)**

<b>MATÉRIELS NÉCESSAIRES AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET (devis détaillé pour chaque type d'investissement)</b>	
- Matériel Informatique	0 €
- Matériel médical : compteur automatique de cellules	2 700 €
<b>FRAIS DE PERSONNELS SPÉCIFIQUES NÉCESSAIRES AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET (factures détaillées pour chaque type de dépenses)</b>	
- Personnel médical y compris le personnel soignant et technique	0 €
<b>DÉPENSES GÉNÉRALES</b>	
- Achats et consommables	15 660 €
- Prestations de services : expérimentations animales plate-forme de Surgères	29 760 €
- Frais de valorisation : Missions et valorisation des travaux	3 500 €
<b>TOTAL GÉNÉRAL en EUROS T.T.C. :</b>	<b>51 620 €</b>

Pour la Fondation de l'Avenir



**Dominique LETOURNEAU**  
Président du directoire

Pour l'Organisme porteur de projet



**Thierry HAUET**  
Directeur

Pour visa

**Docteur STEICHEN**

Directeur de projet

